

# REVUE DE PRESSE

des 21 et 22 septembre 2015 :

## Spéciale

### L'Isle-en-Dodon



Trésorerie : les élus maintiennent la pression

Lundi 21 septembre 2015



*En juillet, les élus du canton s'étaient mobilisés sur le marché et étaient allés à la rencontre des habitants pour les informer quant au devenir de leur trésorerie.*

La suppression du poste de receveur et le projet d'aménagement/fermeture des bureaux du Trésor Public à L'Isle-en-Dodon sont toujours bien présents dans la tête des élus L'Islois.

Dernièrement, le président de la communauté de communes des Portes du Comminges a adressé un courrier à Pascal Mailhos préfet de la Haute-Garonne et Jean-Luc Brouillou sous préfet. Il souhaitait les alerter et soulignait toute l'inquiétude des élus pour la population et les communes : «L'absence de ce service public de proximité, absolument nécessaire dans notre secteur rural, va accentuer encore la désertification de notre périmètre géographique. Les bureaux L'Islois sont très fréquentés. Ce service public doit continuer à exister sans que la population ne soit contrainte à parcourir des dizaines de km supplémentaires qui engendrent un coût financier, une perte de temps. Une partie des administrés n'est pas en mesure de pouvoir bénéficier des services publics par Internet, manque d'équipement et de connaissances informatiques, mais aussi à cause des problèmes de connexions difficiles dans les zones rurales retirées, d'où la nécessité de participer au Schéma Départemental d'Aménagement Numérique afin d'améliorer considérablement l'accès des foyers et des entreprises à un débit correct. Nous désapprouvons le désengagement de l'État face à cette situation très préoccupante qui diminue un peu plus le service rendu aux citoyens, aux entreprises, aux collectivités et favorise l'inégalité territoriale en matière de service public.

---

**Syndicat CGT Finances Publiques – Section de Haute Garonne**

Centre Régional des Finances Publiques, Place Occitane, 31039 Toulouse cedex

<http://www.resoo.com/cgt31-impots-tresor/>

[cgt.drifip31@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:cgt.drifip31@dgfip.finances.gouv.fr)

Cette décision ne se justifie pas actuellement, alors que la réorganisation des territoires par la fusion des communautés de communes n'est pas encore effective et qu'il n'appartient pas aux administrations de l'État d'anticiper sur les choix qui seront faits en concertation avec les EPCI».



## Fermeture de la trésorerie : à Toulouse aujourd'hui

Mardi 22 septembre 2015



*Samedi matin, la délégation CGT 31 Finances Publiques est venue informer les élus et la population.*

Samedi matin, la délégation CGT 31 Finances Publiques battait à nouveau le pavé sur le marché de L'Isle-en-Dodon. La mobilisation continue et s'amplifie contre le projet de fermeture de la trésorerie. La délégation est venue informer les élus et la population car mercredi 16 septembre, une réunion a eu lieu avec à l'ordre du jour la fermeture de la trésorerie de L'Isle-en-Dodon et c'est aussi le cas ce mardi lors d'un comité technique local.

### **Rassemblement rue des Lois**

Ce jour, la CGT appelle les personnels du département à se rassembler à partir de 11 h 30, 34, rue des Lois à Toulouse, pour dire non à la fermeture de la trésorerie de L'Isle-en-Dodon. Depuis l'annonce de cette fermeture le 11 juin dernier, élus, population et la CGT se sont mobilisés contre ce nouveau projet de recul du service public de proximité. **«Malgré une importante manifestation le 11 juillet pour la défense du service public dans les rues de L'Isle-en-Dodon, la direction des finances publiques de Haute-Garonne persiste dans sa volonté de passer en force !»** martèle Boris Beaudoin, secrétaire CGT Finances Publiques 31. L'administration vient de convoquer les organisations syndicales le 22 septembre pour la tenue d'un comité technique local avec pour ordre du jour, la fermeture de la trésorerie de L'Isle-en-Dodon au 1er janvier 2016 et d'autres projets de recul du service public de proximité. «Or, les documents transmis témoignent du total mépris de la direction des finances publiques qui ne tient pas compte de l'avis des élus unanimes contre ce projet», s'indigne Boris Beaudoin. Rien sur les prises de position des élus, ni sur la mobilisation de la population et de la CGT dans son ensemble. «Demain, si le projet est validé, il n'y aura que 4 collègues à Boulogne pour assumer les missions dédiées à 6 personnes aujourd'hui. Et on nous parle d'amélioration du service public !». **La CGT Finances Publiques 31 a adressé des courriers aux nombreux élus ayant pris position contre ce projet, afin de les inviter à participer également à ce rassemblement le 22 septembre où élus, population et organisations syndicales exprimeront leur refus du service public de proximité.**